

## Groupe des “Amis du Président” du Conseil de la FAO

### Programme de travail et budget 2010-11

#### Note d'information 5 - Octobre 2009

#### *Augmentations de coûts prévues en 2010-2011 et mode de calcul utilisé<sup>1</sup>*

##### *1. Introduction*

1. Les augmentations de coûts prévues pour 2010-2011 représentent le coût supplémentaire des services de personnel et autres biens et services découlant du recalcul de ces moyens aux valeurs de 2010-2011 par rapport à l'ouverture nette de crédits pour 2008-2009. Les augmentations de coûts relatives à l'ouverture nette de crédits proposée, soit 945,9 millions d'USD pour 2010-2011, sont estimées à 49,9 millions d'USD, ce qui correspond à une augmentation biennale des coûts de 5,3 pour cent, équivalant à une augmentation annuelle de 3,5 pour cent.

2. La présente note expose la méthodologie utilisée par la FAO pour calculer les augmentations de coûts par rapport à l'ouverture nette de crédits et fournit des informations complémentaires sur les hypothèses, les événements et les prévisions appliqués aux fins d'établissement des estimations relatives aux augmentations de coûts du PTB total pour 2010-2011, concernant en particulier les dépenses de personnel.

##### *2. Méthode de calcul des augmentations de coûts*

###### *2.1 Méthodologie de la FAO*

3. La méthode de calcul des augmentations de coûts relatives au PTB 2010-2011 suit l'approche précédemment approuvée par le Comité financier, le Conseil et la Conférence. L'estimation des augmentations de coûts couvre le recalcul par rapport aux niveaux de 2008-2009 à 2010-2011 des moyens du programme ordinaire nécessaires à l'exécution du programme de travail, concernant notamment le personnel ainsi que les biens et services. Les estimations des augmentations de coûts sont établies sur une base biennale à partir: des ajustements de coûts effectifs opérés durant l'exercice en cours (**bienfaisance**); des ajustements prévus des coûts unitaires qui prendront effet durant la période biennale suivante (**inflation**); et de l'**abattement pour délais de recrutement** relatif aux postes permanents.

4. La **biennalisation** correspond à l'effet financier supplémentaire en 2010-2011 des ajustements de dépenses de personnel ayant lieu au cours de la période biennale 2008-2009. Elle est la conséquence de deux facteurs :

- Une sous-budgétisation ou une surbudgétisation des coûts de la période biennale en cours (2008-2009), lorsque les dépenses de personnel effectives s'écartent des prévisions budgétaires établies deux ans plus tôt;
- Les ajustements de coûts actuels (2008-2009) qui ont pris effet à un certain stade de la période biennale 2008-2009 (qu'ils aient été ou non budgétisés) et ne s'appliquent pas à l'intégralité des 24 mois de la période biennale 2010-2011.

---

<sup>1</sup> C 2009/15, paragraphes 197 à 223.

5. Ainsi, la biennialisation traduit objectivement l'impact financier d'événements ayant déjà eu lieu avant l'exécution du budget 2010-2011. La plupart des changements relatifs aux dépenses de personnel effectués au cours de la période biennale découlent des recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies. Les variations de l'USD par rapport aux monnaies locales des bureaux décentralisés contribuent aussi à la biennialisation dans la mesure où elles s'écartent des taux de change en vigueur durant la période biennale précédente. Par conséquent, les incidences financières de la biennialisation sont essentiellement concrètes et arithmétiques, et elles ne relèvent pas de conjectures ni d'une planification à long terme.

6. L'**inflation** représente l'impact sur les coûts en 2010-2011 des ajustements prévus à divers stades de la prochaine période biennale. Les estimations de l'inflation relatives aux traitements, aux cotisations à la caisse des pensions et aux diverses prestations sont établies à partir des prévisions externes les plus récentes de l'Economist Intelligence Unit (IPC, Indices des salaires nominaux, taux de change par lieu d'affectation), des données publiées par des organismes compétents tels que la CFPI et d'une vérification indépendante. Pour le coût des services courants au titre des prestations après la cessation de service, les estimations sont fondées sur les résultats les plus récents de l'évaluation actuarielle concernant les systèmes d'indemnisation du personnel (assurance-maladie après cessation de service, Fonds des indemnités de départ, Caisse des indemnités pour cessation de service, Fonds de réserve du plan d'indemnisation). L'évaluation actuarielle est exécutée chaque année conjointement par toutes les institutions ayant leur siège à Rome.

7. L'**abattement pour délais de recrutement** consiste à réduire les crédits budgétaires prévus pour couvrir le coût estimatif des postes permanents en tenant compte du fait que certains de ces postes resteront vacants pendant un certain temps par suite des mouvements de personnel. La méthodologie de l'abattement pour délais de recrutement, approuvée par le Conseil à sa cent septième session<sup>2</sup> après une étude approfondie du Commissaire aux comptes repose sur trois facteurs: i) le taux de rotation du personnel; ii) les délais normaux de recrutement; et iii) la mesure dans laquelle les cessations de service sont prévisibles. L'abattement s'applique aux taux normalisés (coûts unitaires) des dépenses de personnel par classe et par lieu d'affectation en 2010-2011. Le calcul des augmentations de coûts intègre le changement de l'abattement d'une période biennale à l'autre.

## *2.2 Application pratique de la méthodologie*

8. Les augmentations de coûts attendues ont toujours été soigneusement examinées par les organes directeurs de la FAO. Dans le passé, on a eu tendance à maintenir les prévisions relatives aux coûts unitaires pour la période biennale suivante au niveau le plus bas possible, tout en ayant pleinement conscience du risque de sous-budgétisation des dépenses de personnel que cela présentait. De fait, il en est résulté d'importants écarts négatifs des dépenses de personnel au cours des périodes biennales 2004-2005 et 2006-2007, tandis qu'un écart négatif plus réduit est aussi attendu pour 2008-2009.

9. Pour la période biennale 2010-2011, la biennialisation a été calculée sur la base des changements de coûts effectifs en 2008 et 2009. Les estimations de l'inflation ont été appliquées systématiquement sur la base des prévisions de l'EIU, compte tenu des prévisions de réévaluation ou de dévaluation des monnaies, le facteur de risque principal étant les

---

<sup>2</sup> C 2009/15, paragraphes 213-218.

fluctuations du taux de change de l'USD par rapport aux monnaies nationales des pays où sont situés les bureaux décentralisés.

### *2.3 Pratiques des autres institutions des Nations Unies*

10. Les institutions ayant leur siège à Rome collaborent à la définition des facteurs de hausse des coûts. La FAO et le FIDA utilisent les mêmes sources d'information par catégorie de dépenses, et partagent les informations recueillies avec le PAM. Ces consultations garantissent la collecte et l'utilisation cohérente des informations les plus récentes, de façon économique, une meilleure compréhension des différences de structure des dépenses et des risques auxquels est exposée chaque institution, ainsi qu'une approche cohérente des augmentations de coûts pour les mêmes catégories de dépenses de ces institutions.

11. En raison, cependant, des différences de structure des dépenses des institutions ayant leur siège à Rome, les augmentations de dépenses globales calculées par chaque institution ne sont pas rigoureusement comparables. Les différences tiennent à des facteurs tels que la structure hiérarchique, la répartition des postes par lieu d'affectation, la politique des ressources humaines et la méthode de calcul utilisée. Par exemple, le FIDA estime le taux *annuel* des coûts normalisés, calculé au milieu du barème des traitements de chaque classe ainsi que les dépenses effectives pour les autres prestations, et inclut dans les dépenses de personnel tout remboursement d'impôt sur le revenu; le PAM applique une politique de rotation obligatoire du personnel, qui entraîne des coûts plus élevés qu'à la FAO et au FIDA.

12. Une étude comparative du calcul des augmentations de coûts dans cinq organisations des Nations Unies (OIT, ONU, PNUD, UNESCO et UNICEF) a été présentée au Comité financier à sa cent treizième session tenue en mai 2006<sup>3</sup>. Elle conclut qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre les méthodologies appliquées dans le processus budgétaire et confirme que l'établissement des prévisions d'augmentation des dépenses de personnel sur l'évolution des dépenses passées en association avec des estimations provenant de sources extérieures, était une pratique commune. Elle a toutefois relevé quelques différences d'ordre technique relatives aux éléments de dépenses figurant dans les dépenses de personnel et aux données détaillées utilisées pour établir les estimations de l'augmentation des dépenses de personnel aux fins d'établissement du budget, ainsi que dans l'ajustement des monnaies en cours d'exécution.

13. L'étude comparative a révélé une importante différence concernant le mécanisme de financement dont disposent les organisations pour faire face à la variation des dépenses de personnel en cours d'exécution. À l'ONU, le budget-programme est recalculé trois fois au cours du cycle biennal selon une pratique établie pour prendre en compte les tendances les plus récentes de l'inflation, le résultat des enquêtes sur le traitement et l'évolution des taux de change opérationnels. Si les dépenses de personnel recalculées de l'ONU dépassent le montant inscrit au budget, le coût en est répercuté sur les Membres sous forme d'une augmentation des contributions mise en recouvrement durant la période biennale. À la FAO, toute variation doit être gérée dans les limites des crédits budgétaires ouverts pour la période biennale, ce qui exige des ajustements de programme au cours du cycle d'exécution pour faire face à ces dépenses non budgétisées, ces ajustements étant pris en compte dans la biennialisation relative à la période biennale suivante.

---

<sup>3</sup> FC 113/10.

## 2.4 Rôle de la Commission de la fonction publique internationale

14. La FAO a accepté en 1975 le Statut de la Commission de la fonction publique internationale, ce qui a entraîné un certain nombre de modifications du Règlement général de l'Organisation (RGO) approuvé par la Conférence. De ce fait, un certain nombre de pouvoirs ont été transférés à l'Assemblée générale des Nations Unies, agissant sur la base des recommandations de la CFPI, ou à la CFPI elle-même, l'Organisation n'étant plus compétente pour intervenir dans ces questions<sup>4</sup>.

15. La question de savoir si le Conseil était habilité à modifier ou à ne pas approuver le barème des traitements recommandé a maintes fois été soulevée, y compris devant le Tribunal administratif de l'OIT. La position de la CFPI et des organisations du système a toujours été que bien que le barème des traitements soit recommandé par la CFPI, le Conseil n'a aucun pouvoir discrétionnaire en la matière car ce barème est le résultat d'une méthodologie et d'une enquête, et celles-ci relèvent de la compétence de la CFPI.

### 3. Hypothèses, événements et prévisions appliquées à l'établissement des estimations relatives aux augmentations de coûts pour 2010-2011

#### 3.1 Vue d'ensemble

16. Selon la méthodologie exposée ci-dessus, les augmentations de coûts par rapport à l'ouverture nette de crédits est estimée à 49,9 millions d'USD pour 2010-2011, chiffre qui correspond à une augmentation de coût biennale de 5,3 pour cent, équivalant à une augmentation annuelle de 3,5 pour cent, comme il est récapitulé au tableau 1.

**Tableau 1<sup>5</sup> : Récapitulation des augmentations de coûts par rapport à l'ouverture nette de crédits pour 2010-2011, y compris un abattement pour délais de recrutement aux taux de 2008-2009 (en millions d'USD)\***

	Ouverture nette de crédits proposée dans le PTB 2010-11, aux coûts de 2008- 09	Biennali- sation	Inflation	Abatte- ment pour délais de recrute- ment	Augmen- tation de coûts pour 2010-11	Augmen- tation de coûts en % (biennal)	Augmen- tation de coûts imputable à chaque élément de coût, en %
Services de personnel							
Traitements, contributions à la caisse des pensions et indemnités	654,2	16,3	19,4	-	35,7	<b>5,5%</b>	72%
Prestations après cessation de service	37,4	-	4,6	-	4,6	<b>12,3%</b>	9%

<sup>4</sup> En ce qui concerne le personnel des services généraux, l'article 12 du Statut dispose que: "Au siège des organisations et dans les autres lieux d'affectation (...) la Commission établit les faits dont il doit être tenu compte pour fixer les barèmes des traitements des agents des services généraux et des autres fonctionnaires recrutés sur le plan local et fait des recommandations à ce sujet". Les recommandations à l'intention de l'Organisation sont présentées à l'approbation de l'organe directeur compétent; dans le cas de la FAO cet organe est le Conseil. Sur la base de ces dispositions et pratiques, la CFPI a établi une méthodologie d'enquête sur les traitements et conduit de telles enquêtes en consultation avec l'Organisation et les représentants du personnel, comme le prévoit également l'article 12. Habituellement, mais pas toujours, ces enquêtes ont lieu tous les quatre ans. La CFPI est un organe hautement spécialisé qui a acquis au fil des années les compétences et le personnel nécessaires à l'exécution des fonctions qui lui ont été confiées par le système des Nations Unies.

<sup>5</sup> C 2009/15, tableau 6

	Ouverture nette de crédits proposée dans le PTB 2010-11, aux coûts de 2008- 09	Biennali- sation	Inflation	Abatte- ment pour délais de recrute- ment	Augmen- tation de coûts pour 2010-11	Augmen- tation de coûts en % (biennal)	Augmen- tation de coûts imputable à chaque élément de coût, en %
Licenciements à l'amiable	4,0	-	-	-	-	<b>0,0 %</b>	0%
Abattement pour délais de recrutement	-	-	-	2,6	2,6	-	5%
<b>Total services de personnel</b>	<b>695,6</b>	<b>16,3</b>	<b>24,0</b>	<b>2,6</b>	<b>42,9</b>	<b>6,2 %</b>	<b>86 %</b>
Total biens et services	250,2	-	7,0	-	7,0	<b>2,8 %</b>	14%
<b>Montant du budget, ouverture nette de crédits et besoins supplémentaires</b>	<b>945,9</b>	<b>16,3</b>	<b>31,0</b>	<b>2,6</b>	<b>49,9</b>	<b>5,3 %</b>	<b>100 %</b>

\* La ventilation du budget par catégorie d'apports figurant dans la colonne intitulée « Ouverture nette de crédits proposée dans le PTB 2010-11 aux coûts de 2008-09 » reflète la combinaison d'apports indiquée dans la proposition pour 2010-11 aux coûts de 2008-09.

17. Les **services de personnel** représentent une augmentation de coûts de 42,9 millions d'USD (soit 86 pour cent du total) équivalant à une augmentation de 6,2 pour cent au cours de la période biennale (soit 4,1 pour cent par an). Ces services comprennent toutes les dépenses de personnel, notamment les traitements, les cotisations à la caisse des pensions, les indemnités pour personnes à charge et autres, la sécurité sociale et autres prestations dues au personnel ainsi que les prestations après cessation de service pour les catégories de personnel du cadre organique et des services généraux au nouveau taux d'abattement pour délais de recrutement.

18. Le total des **biens et services** comprend les autres ressources humaines, les voyages, les dépenses générales de fonctionnement, le mobilier, l'équipement, pour lesquels l'inflation est estimée à 7 millions d'USD, équivalant à une augmentation de 2,8 pour cent pour la période biennale (soit 1,9 pour cent d'augmentation par an).

### *3.2 Services de personnel*

19. Les hypothèses, événements et prévisions appliqués à l'établissement des estimations relatives aux augmentations de coûts découlant de la biennialisation, de l'inflation et de l'abattement pour délais de recrutement concernant les dépenses de personnel sont indiqués de façon détaillée au tableau 2 et décrits ci-dessous.

**Tableau 2 – Biennalisation et inflation imputable aux dépenses de personnel par catégorie de dépense pour le PTB 2010-11, y compris l'abattement pour délais de recrutement au taux de 2008-09 (millions d'USD)**

Catégorie de dépense	PTB 2010-11 Base du programme aux coûts de 2008-09  I	Biennalisation			Inflation  V	Taux d'abat- tement pour délais de recru- tement  VI	Total augmen- tation de coûts  VII = IV+V+VI
		Sous/ surbudgé- tisation des coûts en 2008-09 pour atteindre les niveaux 2008-09 II	Ajustements des coûts appliqués sur 24 mois en 2010-11 III	Total Bienna- lisation pour les services de personnel IV = II+III			
Personnel du cadre organique							
Traitements	324,3	3,2	6,0	9,2	10,2	-	19,4
Pension	66,9	(0,3)	0,0	(0,3)	1,0	-	0,6
Indemnité pour frais d'études	25,1	(0,6)	(0,4)	(1,0)	0,6	-	(0,3)
Voyages autorisés	16,8	(1,3)	0,0	(1,3)	1,0	-	(0,2)
dépenses médicales	12,8	0,5	1,0	1,5	1,3	-	2,8
autres prestations	19,4	1,5	1,7	3,2	0,4	-	3,6
<b>Total - CO</b>	<b>465,3</b>	<b>3,0</b>	<b>8,3</b>	<b>11,3</b>	<b>14,6</b>	-	<b>26,0</b>
Personnel des services généraux							
Traitements	141,2	0,9	1,4	2,3	2,5	-	4,8
Pension	27,2	0,4	0,6	1,0	0,5	-	1,4
Dépenses médicales	17,4	0,5	0,8	1,3	1,7	-	3,1
Autres prestations	3,1	0,2	0,2	0,4	0,1	-	0,5
<b>Total - SG</b>	<b>188,9</b>	<b>2,0</b>	<b>3,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>	-	<b>9,8</b>
<b>Total partiel - CO+SG</b>	<b>654,2</b>	<b>5,0</b>	<b>11,3</b>	<b>16,3</b>	<b>19,4</b>	-	<b>35,7</b>
Assurance maladie après cessation de service	23,9	-	-	-	3,7	-	3,7
Départ	9,0	-	-	-	1,2	-	1,2
Régime des indemnités pour cessation de service du personnel des services généraux du Siège	8,0	-	-	-	(0,2)	-	(0,2)
Indemnisation	0,5	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)
<b>Total partiel – passif prestations après cessation de service (coût des prestations servies pendant l'exercice en cours)</b>	<b>41,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4,6</b>	<b>-</b>	<b>4,6</b>
<b>Abattement pour délais de recrutement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>
<b>Total dépenses de personnel</b>	<b>695,6</b>	<b>5,0</b>	<b>11,3</b>	<b>16,3</b>	<b>24,0</b>	<b>2,6</b>	<b>42,9</b>
<b>Dépenses hors personnel</b>	<b>250,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7,0</b>	<b>-</b>	<b>7,0</b>
<b>Total</b>	<b>945,9</b>	<b>5,0</b>	<b>11,3</b>	<b>16,3</b>	<b>31,0</b>	<b>2,6</b>	<b>49,9</b>

20. La première colonne présente le budget du PTB 2010-11 s'élevant à 945,9 millions d'USD aux coûts de 2008-09, ventilé entre les dépenses relatives aux services de personnel d'un montant de 695,6 millions d'USD et les dépenses de biens et services, chiffrées à 250,2 millions d'USD.

### *3.2.1 Biennialisation – dépenses relatives aux catégories de personnel du cadre organique et des services généraux*

21. La colonne II indique l'effet de la sous-budgétisation ou de la surbudgétisation des dépenses de personnel engagées pour les catégories du cadre organique et des services généraux en 2008-09, qui s'élève à 5 millions d'USD. La colonne III indique l'effet de tous les ajustements de dépenses budgétisées, sous-budgétisées et surbudgétisées qui ont eu lieu à certains stades de 2008-09 et qui ont été pris en compte sur l'ensemble de la période biennale 2010-2011, soit 11,3 millions d'USD. La somme de ces deux effets apparaissant dans la colonne IV représente la biennialisation, qui se chiffre au total à 16,3 millions d'USD. Les principales catégories d'ajustement des dépenses de personnel contribuant à la biennialisation sont exposées ci-dessous.

- Les dépenses relatives au personnel du cadre organique, tous lieux d'affectation confondus, sont l'élément le plus important de la biennialisation. Cela tient à des augmentations plus fortes que celles que ne le prévoyait le budget au siège, et aux effets du change dans les bureaux décentralisés. En avril 2009, la CFPI a promulgué une augmentation de 6,2 pour cent en EUR (soit 6,6 pour cent en USD, alors que l'augmentation de coûts budgétisée était de 3 pour cent en avril 2009). Dans les bureaux décentralisés situés hors de la zone EUR, l'impact de la dévaluation de l'USD par rapport aux monnaies locales en 2008 a eu pour conséquence une augmentation des coûts effectifs de l'ordre de 3 à 7,5 pour cent.
- Le coût des indemnités de voyage a diminué en 2008-2009 dans le cadre de la biennialisation, qui tient compte des gains d'efficacité découlant de la modification du calcul des indemnités.
- Les dépenses médicales des catégories du cadre organique et des services généraux sous-budgétisé en 2008-09, d'où l'ajustement des dépenses sur 24 mois, principalement motivé par le renforcement de l'EUR.
- L'augmentation relative aux autres prestations est principalement due aux changements des indemnités pour personne à charge promulgués par la CFPI et entrés en vigueur en janvier, après leur approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Les dépenses relatives aux traitements et aux pensions du personnel des services généraux ont augmenté au siège comme prévu dans le budget (3,03 pour cent en 2008 et 2,8 pour cent en 2009), tandis que dans les bureaux décentralisés ces dépenses, y compris l'indemnité pour personne à charge et la prime de langue, ont augmenté sous l'effet de la dévaluation de l'USD par rapport aux monnaies locales de ces bureaux<sup>6</sup>.

### *3.2.2. Inflation – Dépenses de personnel, cadre organique et services généraux*

22. La colonne V indique l'inflation relative aux dépenses de personnel du cadre organique et des services généraux, estimée à 19,4 millions d'USD pour 2010-11, dont 14,6 millions d'USD pour les dépenses de personnel du cadre organique et 4,8 millions d'USD pour celles des services généraux, comme il est indiqué ci-dessous.

- Concernant les traitements du personnel du cadre organique et des services généraux du siège, l'augmentation prévue est de 2 pour cent en 2010 et de 2,5 pour cent en 2011, soit un peu plus que ne le prévoit l'indice des salaires nominaux moyens de l'EIU en

---

<sup>6</sup> Ce risque était mentionné dans le PTB 2008-09, paragraphe 243.

Italie pour 2010 (1,7 pour cent) et 2011 (2,3 pour cent), compte tenu du fait que l'indice officiel des salaires pour l'Italie qui était de 2,8 pour cent en 2009 sera utilisé par la CFPI pour déterminer le barème des traitements des agents des services généraux en Italie et influe sur le coût de la vie du personnel du cadre organique.

- L'autre poste où l'augmentation due à l'inflation est importante est celui des traitements du personnel du cadre organique et des services généraux des bureaux décentralisés, où de nombreux facteurs ont été pris en considération dans la prévision des dépenses de personnel, notamment les indices d'inflation (par exemple, l'augmentation prévue de l'indice des salaires nominaux est d'environ 8 pour cent par an dans plusieurs bureaux décentralisés où la présence de la FAO est importante), les prévisions des taux de change et les récentes tendances des augmentations. Les taux d'inflation prévus sont compris entre 1 pour cent et 8 pour cent.
- Pour les traitements ouvrant droit à pension, du personnel du cadre organique, tous lieux d'affectations confondus, une augmentation de 2,4 pour cent en 2010 et de 2,3 pour cent en 2011 a été appliquée, correspondant à la prévision de l'EIU relative à l'indice des salaires nominaux aux États-Unis d'Amérique. La CFPI se fonde sur le coût de la vie à New York pour les révisions du barème des traitements ouvrant droit à pension. Le FIDA a utilisé les mêmes prévisions d'augmentation pour ses dépenses de personnel inscrites au budget de l'année prochaine.
- En ce qui concerne l'indemnité pour frais d'études, une augmentation de 2 pour cent pour 2010 et de 2,7 pour cent pour 2011 a été appliquée conformément à l'indice mondial de l'IPC; l'inflation imputée aux voyages autorisés est de 5 pour cent par an en moyenne afin de tenir compte de l'augmentation de 7 pour cent à 12 pour cent du coût des voyages prévue par les professionnels du secteur pour la prochaine année en raison de la révision des tarifs.
- Pour ce qui est des frais médicaux, le taux d'inflation de 6,5 pour cent par an appliqué est identique à celui de l'évaluation actuarielle.

### *3.2.3 Inflation – Régimes de prestations en faveur du personnel*

23. Une augmentation de 3,7 millions d'USD est prévue pour le coût des prestations servies pendant l'exercice en cours au titre de l'assurance-maladie après cessation de service, auxquels s'ajoute 0,9 million d'USD pour le fonds des indemnités de départ, la caisse des indemnités pour cessation de service du personnel de la catégorie des services généraux et le fonds du plan d'indemnisation, sur la base des évaluations actuarielles des 31 décembre 2007 et 2008, qui ont été achevées au début de 2009. Ces évaluations actuarielles ont été examinées par le Comité financier<sup>7</sup>.

### *3.2.4 Abattement pour délais de recrutement*

24. L'ajustement de 2,6 millions d'USD imputable à l'abattement pour délais de recrutement (colonne V) tient en majeure partie à ce que l'abattement n'a pas été appliqué aux bureaux de pays ni aux bureaux de liaison, comme il est expliqué ci-dessous.

25. Dans le passé, la budgétisation aux taux normalisés corrigés de l'abattement pour délais de recrutement a souvent créé des dépenses non financées dans les bureaux où le nombre de postes vacants budgétisés était faible, comme les bureaux de pays et les bureaux de liaison, qui ne sont pas en mesure d'« absorber » l'abattement et ont de ce fait besoin de ressources

---

<sup>7</sup> FC 126/8.



excédant leur budget initial. Dans de nombreux cas, la différence de coûts entre le taux corrigé de l'abattement et le taux non corrigé des postes pourvus a dû être couverte au niveau central par la reprogrammation de ressources prélevées sur d'autres chapitres.

26. Une approche possible permettant de combler ce déficit consisterait à supprimer l'abattement pour délais de recrutement, comme l'a recommandé l'EEI. Le CoC-EEI et le Comité financier sont convenus d'éliminer l'abattement pour délais de recrutement pour tous les postes budgétisés du réseau de représentations de la FAO. La Direction propose d'étendre cette mesure à tous les postes budgétisés des bureaux de liaison, qui sont pénalisés de la même façon. Par conséquent, Dans l'ouverture nette de crédits proposée après les augmentations de coûts, les FAOR et les bureaux de liaison sont budgétisés sans abattement pour délais de recrutement pour la période biennale. Cette mesure entraîne une augmentation des dépenses de personnel de 2,1 millions d'USD (1,8 million d'USD pour les FAOR et 0,3 million pour les bureaux de liaison).

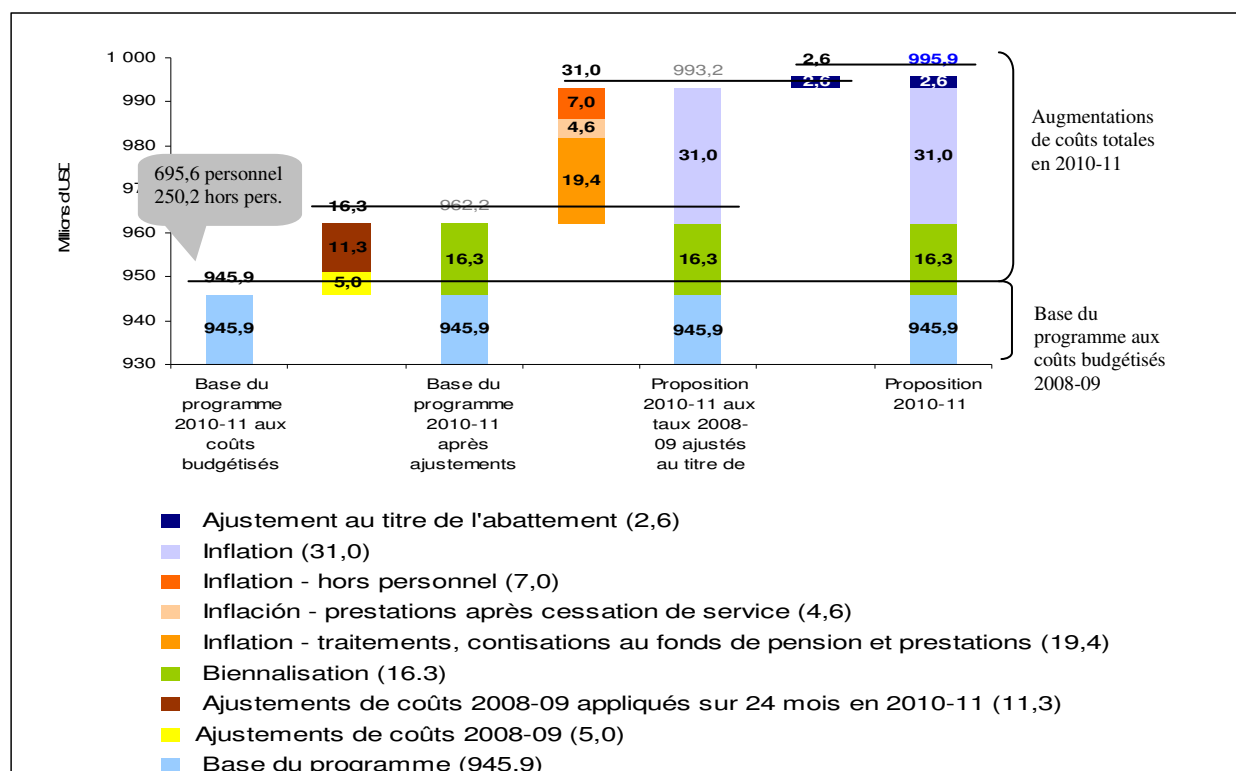
### *3.3 Biens et services*

27. L'augmentation de 7 millions d'USD au titre de l'inflation imputable aux biens et services est calculée sur la base de l'IPC de l'EIU de juin pour l'Italie, soit 0,9 pour cent pour 2010 et 1,8 pour cent pour 2011 en ce qui concerne les dépenses effectuées au siège et en Europe, et de 0,9 pour cent en 2010 et 2 pour cent en 2011 (soit moins que l'IPC de septembre pour l'ensemble du monde, qui est de 2,1 pour cent en 2010 et 2,6 pour cent en 2011) pour les dépenses hors siège et hors d'Europe. Le FIDA a proposé en septembre à son Conseil d'administration une augmentation annuelle composite de 1,5 pour cent pour 2010.

## *4. Conclusion*

28. Sur la base des chiffres indiqués ci-dessus, l'effet combiné des facteurs relatifs à la biennialisation, à l'inflation imputable aux services de personnel, aux autres biens et services et à l'abattement pour délais de recrutement, est représenté sous forme de graphique ci-dessous.

## Ventilation des augmentations de coûts 2010-11



29. La première barre représente le montant des éléments de dépenses de personnel et hors personnel constituant la base du programme 2010-11, calculés aux coûts 2008-09 (945,9 millions d'USD);

30. Les deuxième et troisième barres extrapolent l'impact des coûts effectifs 2008-09 sur la période biennale 2010-11, soit au total 16,3 millions d'USD:

- Les ajustements de coûts découlant de la sous-budgétisation/surbudgétisation des dépenses courantes nettes des personnels du cadre organique et des services généraux par rapport aux dépenses effectives au cours la période biennale 2008-09, soit 5 millions d'USD; et
- Les augmentations qui ont eu lieu à certains stades de la période biennale 2008-09 et dont la couverture sur l'ensemble des 24 mois de la période 2010-11, exigent des crédits supplémentaires pour 2010-11, soit 11,3 millions d'USD.

31. Les quatrième et cinquième barres représentent les augmentations de coûts de 31 millions d'USD qui auront lieu à certains stades de la période biennale 2010-2011 par suite de l'inflation, à savoir:

- 19,4 millions d'USD pour les dépenses de personnel du cadre organique et des services généraux;
- 4,6 millions d'USD pour les prestations servies durant l'exercice en cours au titre de l'assurance-maladie après cessation de service, conformément aux évaluations actuarielles; et
- 7 millions d'USD pour les biens et services.

32. La sixième barre indique l'effet de l'abattement pour délais de recrutement, qui accroît les dépenses de personnel de 2,6 millions d'USD.

33. La septième et dernière barre récapitule le tout, indiquant la ventilation du budget de 995,9 millions d'USD proposé pour le PTB 2010-2011, du point de vue de la structure des dépenses: la base du programme budgétisée à 945,9 millions d'USD aux coûts de 2008-09 et l'augmentation de coûts totale de 49,9 millions d'USD pour 2010-11.